

Solidaires en action N° 111

Le 11 juillet 2014

Après leur « conférence sociale », notre rentrée sociale ?

Fin juin, plusieurs collectifs militants portaient publiquement et au sein de leurs organisations le débat sur la nécessité de boycotter la conférence « sociale » organisée par le gouvernement les 7 et 8 juillet. Malgré les prises de position de plusieurs fédérations et unions départementales, la CGT confirmait à l'issue de deux Commissions Exécutives successives, sa volonté d'être présente au rendez-vous organisé, de fait, par le MEDEF et le gouvernement ; tout comme la FSU. Le Comité national Solidaires décidait au contraire de dénoncer publiquement la mascarade. Un tract national Solidaires expliquait alors les raisons d'une telle décision. Le lundi 7, CGT et FO participaient à la première journée et annonçaient ne pas y retourner le lendemain. Dans la foulée, la FSU se rendait à la conférence le mardi matin mais pas l'après-midi. **Le boycott, repoussé quelques jours auparavant, était devenu très tendance !**

L'Union syndicale Solidaires a contribué à un double mouvement : une rupture (certes, symbolique) avec le ronron du « dialogue social » qui sert le patronat et le gouvernement, une unité (certes, improvisée) entre CGT, FO, Solidaires et FSU. Mais cela ne sert à rien si nous en restons là. **Il faut faire connaître aux salarié-es les motifs de notre démarche, débattre avec les camarades des autres syndicats des suites unitaires possibles et faire des propositions en ce sens.**

Refuser de cautionner la politique gouvernementale qui est aux ordres du MEDEF est une chose ; construire un mouvement social permettant de mettre un terme aux reculs sociaux, d'améliorer nos conditions de vie et nos droits, en est une autre. Là est l'enjeu et c'est indispensable pour construire le rapport de forces pour imposer une transformation sociale profonde, une rupture avec le capitalisme. Dans les entreprises et les départements, soyons à l'offensive ; par exemple proposons aux équipes CGT (voire FO et FSU) de **mener en commun nos campagnes « les capitalistes nous coûtent cher »** (sur « le coût du capital » pour la CGT) en nous appuyant sur le quotidien de nos collègues et voisin-es.

Le fascisme tue. Ensemble, combattons-le !

L'Union syndicale Solidaires était présente aux assises de la Coordination nationale contre l'extrême-droite (CONEX), les 28 et 29 juin. L'appel qui en est issu indique notamment que « faire barrage à l'extrême droite passe aussi par la lutte contre l'austérité, par le dépassement de la crise du capitalisme et par une juste répartition des richesses. Mais il faut déjà s'opposer farouchement et directement aux agissements de ses membres, de ses élu-es et de ses organisations ». Dans la suite d'autres engagements (association VISA, collectif « le fascisme tue ; ensemble, combattons-le ! », travail intersyndical CGT/Solidaires/FSU), l'Union syndicale Solidaires en est signataire. **L'antifascisme est une valeur fondamentale de notre syndicalisme Solidaires, traduisons-le en actes dans les entreprises et les localités : diffusons le matériel mis à disposition des équipes syndicales, organisons des formations syndicales, relayons le travail intersyndical CGT/Solidaires/FSU, ne laissons pas la place aux fascistes !**

Le fascisme tue. Ensemble, combattons-le

Logo Union syndicale Solidaires

Solidaires contre le fascisme

Fédérations syndicales de cheminots CGT - SUD-Rail

NOUS LUTTES NE SOMT PAS RUCUPÉRABLES !

L'extrême droite
propose une terre de désolation sociale et des promesses non tenues. Sa progression n'est pourtant pas inéluctable.

La CGT, FSU et Solidaires, avec des organisations de jeunesse, ont lancé une campagne commune depuis le 28 juin dernier, pour opposer nos idées d'extrême gauche.

Il est de la responsabilité du syndicalisme de mettre les salariés en garde contre l'impérialisme social du FN. Il est de la responsabilité du syndicalisme de combattre la stratégie de ceux qui colorent le pays de l'attente et la division des salariés, pour mieux cacher leur incapacité à tracer des perspectives d'avenir et de justice sociale.

Lors du mouvement de grève des cheminotes du mois de juin pour la défense du service public et contre le sautoir de la SNCF, l'extrême droite a donné une nouvelle illustration de sa stratégie idéologique du double discours, mené à son terme à l'extrême.

En direction des salariés, via le journal « Prêtres » notamment, l'extrême droite dénonçait la « prise d'otage » que constituait cette grève.

Unir et agir face à l'extrême droite

FACE AU CONGRES DU FN A LYON. POUR L'EGALITE DES DROITS, POUR LA JUSTICE SOCIALE ET LA SOLIDARITE : MANIFESTATION / CONCERTS / FORUM SAMEDI 29 ET DIMANCHE 30 NOVEMBRE A LYON !

Premières signatures au verso

Union syndicale Solidaires

144 boulevard de la Villette 75019 Paris
Téléphone : (03) 1 58 39 30 20 Télécopie : (03) 1 43 67 62 14
contact@solidaires.org - www.solidaires.org

2 jours de conférence sociale et 365 jours d'austérité, d'attaques antisociales, de dégraitements des grévistes, de remises en cause des droits sociaux

Depuis l'arrivée de F. Hollande à la Présidence, chaque année le gouvernement organise une « conférence sociale » au début de l'été. En 2012, l'Union syndicale Solidaires y a participé pour rappeler notre exigence que « le changement ne soit seulement », nous avons aussi transmis nos positions, revendications et propositions sur chaque thème en débat... y compris ceux pour lesquels le gouvernement avait choisi de nous écarter des discussions. En 2013, nous avons constaté que la conférence n'était portée d'un succès prévisible social ; le gouvernement préparait son attaque contre le droit à la retraite. En 2014, le contrat social n'est encore aggravé !

Participer ou non à une réunion organisée par le gouvernement ou par le patronat s'apprécie au cas par cas, en fonction des enjeux, du contexte, des rapports de forces, du bilan d'initiatives précédentes, etc. C'est tout cela qui fonde notre appel à toutes les forces syndicales qui agissent pour la défense des revendications immédiates et pour une transformation sociale profonde.

Il n'y a rien de social dans cette conférence !

L'Union syndicale Solidaires ne cautionne pas cette politique, la combat et refuse de faire croire au « dialogue social » avec le gouvernement, d'autant que celui-ci :

- Ignore l'austérité à la population, pour automatiser et banaliser continuellement à s'en mettre plein les poches.
- Dégringole les cheminots et les cheminotes en grève.
- Méprise les intermittents, précaires et chômeurs-es en lutte depuis des mois, en valant un accord au détriment leurs droits.
- Multiplie les cadeaux fiscaux au patronat et aux multinationales, et les encourage à payer les salarié-es le moins possible.
- Organise le blocage des salaires des fonctionnaires depuis 7 ans.
- Gèle les pensions de la majorité des retraités.
- Affaiblit, voire démolit, les services publics.
- Faute les engagements pris en matière d'égalité des droits.
- A poursuivi et aggravé les attaques envers le droit à la retraite.
- Ignore les associations de chômeurs et de chômeuses.
- Garantit un pacte de responsabilité qui se traduit par un pacte d'impunité pour les patrons et d'austérité pour les salarié-es.
- Entérine les remises en cause du droit de grève mises en place par les précédents gouvernements.
- Renforce les inégalités sur le territoire par son projet de délocalisation de la centralisation (à métropolisation).
- Maintient ses Grands Projets Incertains qui élargissent l'argent public, renouant une méthode et déléguant l'environnement.
- Veut supprimer DP, CE, CHSCT et étroit syndicat dans de nombreuses entreprises, au nom du contrat, il faut imposer de nouveaux droits, dont celui de veto pour les élus-CE, institution dont peuvent bénéficier tous les salarié-es.
- Préfère l'accord de libre-échange transatlantique, qui menace nos droits sociaux, écologiques et démocratiques.
- Soutient l'extension des horaires d'ouverture des commerces, alors qu'au-delà des travailleurs-es de ce secteur et le bien d'autres nous réalisons que nos dimanches et nos nuits ne sont pas à vendre.

Le gouvernement répond à toutes les exigences du patronat. Ça suffit !

Nos revendications sont bien plus légitimes car elles répondent à l'intérêt commun

Nous dénonçons cette opération de propagande, ne participons pas à la conférence et consacrons nos forces à organiser la lutte collective. Au-delà de l'Union syndicale Solidaires, d'autres collectifs syndicaux partagent cette position. L'effort dans l'action, le syndicalisme qui refuse de collaborer avec l'extrême droite et qui organise la lutte pour s'y opposer et arrêter de nouveaux droits ! Agissons avec les associations de chômeurs-es, femmes, des droits des travailleurs-es immigrés, de défense des services publics, des Droits de l'Homme, pour le droit au logement, pour contre le social au cœur de l'actualité.

Ce sera plus efficace par nos luttes qu'en cautionnant le gouvernement !

3 juillet 2014



Notre-Dames-des-Landes : pour la convergence des luttes



20 000 personnes ont participé aux deux jours de débats, fêtes, échanges et résistance à Notre-Dame-des-Landes, les 5 et 6 juillet. Comme lors de chaque initiative de lutte contre la construction de l'inutile aéroport, l'Union syndicale Solidaires était présente. Un stand a permis de diffuser nos publications nationales mais aussi par exemple celles de SUD-Rail Bretagne ; plusieurs camarades de Solidaires ont co-animé des débats : criminalisation syndicale et politique, travail/emploi, la coupe est pleine (résistances sociales au Brésil avant et pendant la Coupe du monde), Grand Paris (réforme territoriale, la démesure dans l'aménagement du territoire), enjeux climatiques, Grand Marché Transatlantique (TAFTA), le projet de liaison rapide Nantes – NDDL – Rennes. Nous reproduisons ici un appel lancé à cette occasion :

Nous, hommes et femmes qui voulons nous réapproprier nos vie, dans des démarches de résistance contre un monde qui ne nous convient pas, nous nous organisons depuis plusieurs mois, plusieurs années afin que plus de 70 rassemblements regroupent des milliers de personnes depuis un mois et demi partout en France. Un coup d'envoi des Caravanes de la convergence a été donné le 30 mai, au Plateau de Glières pour être présentes ce jour à Notre Dame des Landes.

Sur tous les sites des Grands Projets Inutiles et Imposés et contestés, il y a eu un travail énorme, en dehors des jeux politiques et de récupération politique. Nous avons eu une vraie solidarité, de vrais partages humains : nous construisons nos mouvements différents, variés, colorés tous les jours ! Nous serons 100 000 devant l'usine des 1000 vaches, sur le barrage de Testet dans le Tarn, sur les LGV, devant l'hyper incinérateur de la Rochelle, sur les projets d'extraction (mines d'or, gaz de schistes,...), sous les THT, sur les sites d'enfouissement de déchets nucléaires, sur les sites de biomascarade... et tant d'autres encore ! Nous sommes tous des lanceurs d'alerte, déterminés, nous serons 100 000 ou plus devant les tribunaux (ou dans les tribunaux !) s'il le faut.



La convergence des luttes ne se limite pas aux problèmes environnementaux : c'est aussi la convergence des luttes sociales et humaines. Notre grande force, c'est la diversité de nos pratiques et de nos stratégies. Nous allons continuer ! **Notre grande force, c'est l'autonomie d'organisation, c'est l'indépendance d'organisation, ce sont nos convictions, nos engagements, et nos rêves.** Nous allons continuer d'agir ensemble dans un rassemblement horizontal. Nous allons continuer de mutualiser les expériences les moyens : juridiques, de communication, de formation, d'actions concrètes ; afin de développer des actions communes. Nous continuerons à partager nos dossiers et nos savoirs sur les sujets différents avec l'apport de chacun. Une rencontre pour accroître la force de cette mutualisation pratique, concrète aura lieu début septembre [...] Merci à celles et ceux qui ont nourri et porté, qui portent et porteront la Convergence. Nous gagnerons sur NDDL, ensemble dans nos différences : merci à la ZAD et à la convergence des luttes locale pour l'accueil et pour l'exemple ! Nous gagnerons NDDL pour gagner tous les autres combats.

Santé : convergence des hôpitaux en lutte contre l'hôstérité



Les luttes se multiplient dans les hôpitaux. La fédération SUD Santé Sociaux soutient les révoltes en cours à Caen, Villejuif, Marseille, Rennes, Meaux, Vitré, Evry, Blain, ... Les EHPAD, le social, le médico-social sont aussi touchés. Il faut faire de ces révoltes une « insurrection pacifique » de nature à en finir avec les politiques d'hôstérité qui nous sont imposées et redonner du sens aux pratiques soignantes, éducatives et d'accompagnement au service de la population. La fédération SUD Santé Sociaux s'associe pleinement à la **convergence des Hôpitaux en luttes contre l'Hôstérité**, pour dénoncer cet état de fait. Cette insurrection se prépare en accompagnant et en informant sur les luttes en cours, en mettant à profit l'été pour créer les conditions d'une **mobilisation massive et unitaire le 23 septembre** qui soit en capacité d'influencer le débat qui aura lieu à l'automne sur la Loi de Financement de la Sécurité Sociale et déterminera l'évolution de nos budgets.

Pôle emploi : victoire après 5 jours de grève à Paris-Laumière

Depuis des mois, les agents de Pôle emploi de Paris-Laumière alertaient la direction régionale du sous-effectif criant (8 postes manquants), de leurs mauvaises conditions de travail et de la dégradation du service rendu aux usagers. Pour que leurs revendications soient enfin entendues, il aura fallu notamment :

- La détermination du collectif de grévistes.
- Une action à la Direction Générale menée conjointement avec des intermittent-es, chômeurs-ses et précaires.
- L'appui quotidien, sur le terrain, des organisations syndicales SUD/Solidaires et SNU/FSU.

A l'issue d'une grève de 5 jours, les agents grévistes ont obtenu : 1 CDI et 1 CDD, dès juillet, 3 CDI pour octobre.

Education nationale : oui, l'école est un champ de bataille !

« L'école ne doit pas être un champ de bataille ». Telle est la raison invoquée par Benoît Hamon, Ministre de l'Éducation nationale, pour justifier l'arrêt du dispositif des ABCD de l'égalité, saisi comme objet de haine par des franges réactionnaires de la société. SUD Education combat publiquement cette hypocrisie, par exemple à travers ce texte, lu lors du Conseil Supérieur de l'Éducation, le 3 juillet.

L'école *est* un champ de bataille. Le même argument est utilisé pour ne plus même poser de questions sur le dualisme scolaire et le financement public de l'école privée, « pour ne pas relancer une guerre scolaire ». La guerre scolaire a lieu. Tous les jours, l'école publique subit la concurrence du privé, tous les jours des collègues se battent pour la défendre, tous les jours l'école est dégradée par cette compétition absurde à laquelle elle ne devrait pas être soumise.

Chaque jour, dans les écoles, les collèges et les lycées, des collègues se battent pour continuer à enseigner les génocides face aux négationnistes, l'évolution des espèces et la démarche scientifique face aux obscurantismes, la construction sociale des genres face aux réactionnaires, l'histoire coloniale face aux nationalismes, les approches sociales face à l'économisme, la pensée critique face à l'idéologie dominante, la coopération face à la concurrence, la culture face au marché. L'école est un champ de bataille. Chaque jour des collègues luttent pour éviter ici qu'une classe ferme, là qu'une option soit supprimée, ailleurs que des dédoublements soient annulés. Chaque jour, des collègues se battent pour accompagner au mieux tous les élèves dans des classes surchargées. Chaque jour, des collègues se mobilisent pour que des élèves poursuivent leur scolarité et trouvent une orientation qui leur convienne au mieux dans une société marquée par 40 ans de chômage de masse. Chaque jour des collègues, contre l'institution, essaient des pédagogies alternatives pour permettre l'épanouissement et l'émancipation des élèves. Chaque jour des collègues subissent la hiérarchie, résistent, craquent parfois, face aux logiques managériales que les politiques libérales imposent à l'école et à ses personnels, face à de petits chefs qui jouissent de leur petit pouvoir pour humilier leurs subordonné-e-s. Trop de nos collègues mettent fin à leurs jours à cause de ces conditions de travail dégradées, tant d'autres en souffrent en silence. Chaque jour, des collègues s'opposent à l'emprise toujours plus grande que le patronat veut exercer sur l'école, ses méthodes, ses contenus, et à l'envahissement de toute la vie sociale par les dynamiques consuméristes. Chaque jour des collègues s'engagent dans l'action pour que tous les élèves, « même » Roms ou sans papiers, puissent terminer leur scolarité – alors que les forces de police aux ordres du gouvernement les chassent, traquent, évacuent et expulsent. L'école est un champ de bataille.

La rentrée sociale, la rentrée scolaire : ça concerne le syndicalisme interprofessionnel Solidaires !

La suppression du dispositif des ABCD de l'égalité et de sa dénomination est une faute politique – tout comme l'avait été, déjà, hélas, la prise de distance ministérielle avec la notion de genre et son abandon par l'institution. Ce geste, ne serait-ce que par sa portée symbolique, délégitime le projet de l'égalité et les enseignant-e-s qui en portent l'exigence. Il donne une fois de plus le signe que le gouvernement cède à l'agitation des réactionnaires. Il encourage ainsi leur mobilisation. Il est illusoire de penser que cette reculade calmera les adversaires de l'égalité et de l'école publique. Ils ne désarmeront pas. Ils sortent renforcés de chaque renoncement. Chaque concession à la réaction est une défaite idéologique qui laisse de profondes traces.



Avec cette nouvelle démission le ministère expose encore davantage à la haine tous les garçons manqués et toutes les femmelettes, tous les pédés et tous les enculés, toutes les gouines et toutes les salopes, tou-te-s les travelos et tou-te-s les trans, tous les mecs qui aiment des mecs, toutes les nanas qui aiment des nanas, tous les mecs et toutes les nanas qui aiment des mecs *et* des nanas, toutes les camionneuses et tous les danseurs, tous les garçons qui jouent à la poupée et toutes les filles qui aiment les voitures, toutes celles et tous ceux qui n'ont pas droit à l'existence dans ce système normé et hiérarchisé de partition binaire du masculin et du féminin.

Il n'y a pas de pacification possible ; et elle n'est pas souhaitable. L'école étant un espace de socialisation et de formation des consciences, elle est nécessairement l'objet d'un conflit politique permanent, entre celles et ceux qui défendent telle ou telle dimension de l'ordre des choses tel qu'il est, et donc une école de la reproduction des hiérarchies (sociales et/ou racistes et/ou hétéro-sexistes et patriarcales), et celles et ceux qui se battent – contre vents mauvais et marées noires – pour une autre école dans une autre société : une école publique, pour tou-te-s, gratuite, laïque, égalitaire et émancipatrice. L'école est un champ de bataille. Chaque jour, comme professionnel-le-s, comme syndicalistes, nous sommes sur ce champ de bataille. En première ligne.

Formation Professionnelle des Adultes (AFPA) : alerte !

Des lois de « décentralisation » de 2004 à celle sur la formation professionnelle de 2014, ce sont 10 années d'affaiblissement des moyens financiers de l'AFPA, donc du service public de la formation professionnelle ; ceci, alors que le nombre de chômeurs-ses ne cesse de croître. **Aujourd'hui, c'est l'avenir même de l'AFPA qui est menacé.** Dans la suite de diverses actions revendicatives, les syndicats CGT, CFDT, FO, SUD, CFTC, CGC demandent à être reçus au ministère. L'Union syndicale Solidaires soutient leurs revendications.

La Poste : grèves reconductibles dans de plusieurs sites

Aubigny-sur-Nère, Paris 15, Epinay-sous-Orge, Ajaccio, Decazeville, Hauts-de-Seine, etc., les grèves qui durent durant des semaines, voire des mois, se multiplient à La Poste. Les patrons accusent les syndicats, et particulièrement SUD PTT, de faire durer ces conflits. Comme si les grévistes prenaient plaisir à perdre des journées de salaire, comme si les syndicats décidaient à la place des grévistes !

La fédération SUD PTT soutient celles et ceux qui luttent, dénonce la répression exercée par la direction de La Poste et organise la nécessaire solidarité nationale et interprofessionnelle, travaille à coordonner les diverses luttes locales.

Dans certains départements, l'action collective prend d'autres formes. Ainsi, dans le Gers et les Hautes-Pyrénées où les syndicats SUD PTT informent les usagers des nombreuses fermetures de bureaux de poste ou restrictions d'heures d'ouverture durant l'été et les incitent à réclamer auprès de la direction de La Poste.

Usagers/Postier-es, c'est ensemble qu'il faut lutter ... et c'est une des tâches du syndicalisme interprofessionnel !

Luttes
Qui bloque ?

■ Plusieurs conflits s'éternisent depuis des semaines, voire plusieurs mois ! La direction met en cause les syndicats qui, selon elle, font durer ces mobilisations pour le plaisir ou pour des raisons politiques ! La réalité est tout autre !
■ Démonstration par l'exemple !

Aubigny-sur-Nère Le personnel entame son 23ème jour de grève, entame par SUD PTT et la CFTC. Il conteste le report de la rentrée de la rentrée de septembre et les modalités de calcul des vacances qui ont pour conséquence un aversairement des effectifs. La direction répond aux 3 axes !	Ajaccio Le personnel, entame par la CFTC, entame son 20ème jour de grève. Il conteste la nouvelle organisation que veut imposer la direction, une organisation qui ne permet pas de garantir le service public avec un contrat de respectueux d'emploi. La direction refuse toute avancée !
Paris 15ème arrondissement Le personnel, entame par SUD et la CFTC, entame son 40ème jour de grève. Il demande au moins 1000 postes de la rentrée de septembre et l'impact de l'accord prévoyant un intérimaire de remplacement de collègues départs. Un accord que la Poste a refusé car cela n'est pas son intention. La direction fait tout pour empêcher la rentrée normale !	Decazeville Le personnel, entame par la CFTC, entame son 23ème jour de grève. Il exige des accords pour stabiliser les postes vacants et le respect de l'accord prévoyant un intérimaire de remplacement de collègues départs. Un accord que la Poste a refusé car cela n'est pas son intention. La direction fait tout pour empêcher la rentrée normale !
Epinay-sous-Orge Le personnel, entame par SUD, entame son 23ème jour de grève. Il exige simplement le respect des textes de La Poste prévus au sein du personnel avant toute mise en place de plans de réduction. Refus catégorique de la direction !	Hauts-de-Seine Le personnel de 3 bureaux de Hauts-de-Seine, entame par SUD, entame son 10ème jour de grève. La revendication initiale était le respect des conditions de travail. La contestation de réorganisations a été, ensuite, greffée à l'origine. La direction après avoir ignoré le conflit, a choisi comme solution, la répression !

Alors qui joue le blocage ? Qui se considère le dialogue social que comme un simple beau discours ? Ces exemples démontrent clairement que les directions de La Poste répondent par le sabotage aux syndicats qui utilisent tout simplement leur droit de grève, un droit pourtant constitutionnel !

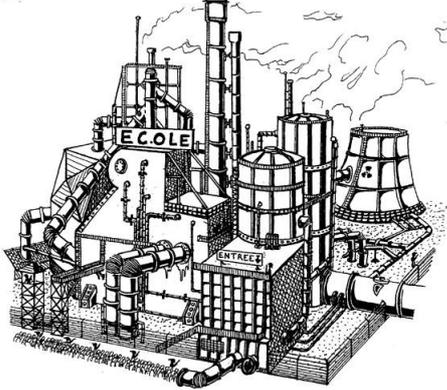
Par la multiplication et la convergence de nos mobilisations, montrons à nos patrons que nous ne lâcherons rien !

 2021 rue des ouvriers www.sudptt.org 01 47 36 11 11
75019 Paris Fédération des activités postales et de télécommunications 

Etudiant-es : le gouvernement renforce la précarisation

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche acte une nouvelle étape dans la précarisation étudiante. Les directives ministérielles (hausse des frais d'inscription, gel des bourses et augmentation de la restauration universitaire) vont dans ce sens.

Rentrée 2014 : les décisions ministérielles sont tombées, le coût de la vie étudiante va encore augmenter. **Les frais d'inscription augmentent. Le gel du montant des bourses est imposé** alors que le coût de la vie, lui, augmente. **Enfin, le ticket RU passe à 3,20€**, soit 5 centimes de plus que l'année dernière, ce qui porte à 30 centimes son augmentation en 5 ans. En clair, les coûts augmentent alors même que les revenus diminuent, et que les étudiant-e-s se salarient de plus en plus pour financer leurs études. Cette mesure du gouvernement sur le quotidien des étudiant-e-s (dans la lignée de celles contre le reste de la société) poursuit les politiques des précédents gouvernements : ce sont toujours les étudiant-e-s qui payent les frais du désengagement financier de l'État.



Solidaires Etudiant-e-s répète que la détérioration de la qualité de vie par la privatisation rampante, la course à l'« excellence » et la sélection sociale amènent un grand nombre d'étudiant-e-s à abandonner leurs études en cours de route ou à renoncer à s'inscrire. Pourtant, des solutions existent. Solidaires étudiant-e-s exige :

- La gratuité totale de l'enseignement supérieur, principe constitutionnel en France, avec la disparition des frais d'inscription, y compris dans les établissements publics à statut dérogatoire.
- Le retour à un financement paritaire du ticket RU (État/étudiant-e).
- L'augmentation en nombre et en montant des bourses sur critères sociaux, versées de manière régulière, sur 12 mois, avant d'instaurer un salaire pour les étudiant-e-s, financé par les cotisations sociales.

Chômeurs-ses, précaires, intermittent-es, intérimaires...

Déclaration de la Coordination Nationale des chômeurs-ses, précaires, intermittent-es, intérimaires, réuni les 2 et 3 juillet en Avignon :
[Nous] exigeons l'**abrogation de la convention anti-chômeurs-ses**, agréée le 26 juin par le gouvernement, mise en application depuis le 1er juillet. Aujourd'hui, 6 chômeurs-ses sur 10 ne sont pas indemnisés, et cet accord ne fera qu'exclure davantage de chômeurs-ses de l'indemnisation [...] Depuis 11 ans, nous luttons pour que l'assurance-chômage devienne un véritable système de solidarité interprofessionnel. Des propositions pour un modèle social juste et économiquement viable existent. Pendant 10 ans, l'ensemble des membres du gouvernement a soutenu ces mêmes propositions. Et aujourd'hui, ils et elles reconduisent le protocole UNEDIC de 2003, qu'ils et elles dénonçaient à nos côtés il y a encore quelques mois, en l'aggravant !

Le gouvernement [...] cherche à diviser pour couvrir ses incohérences, ses trahisons et ses propres divisions internes. Il redoute le rapport de forces qui est en train de se construire. **Nous ne renonçons pas ! Nos actions ne connaîtront pas de pause.** La coordination nationale appelle à amplifier le mouvement.

Après une première grève le 4 juillet, la majorité du personnel du festival d'Avignon a voté la grève pour le 12.